

PROGRAMME DE TRAVAIL 2020 .

DÉCONVENUE, ESPOIR ET ACTION ■

L'Europe nous fait osciller entre la déconvenue et l'espoir. Déconvenue devant les jeux partisans et les rivalités de pouvoir, qui se disputent au sein des institutions fraîchement renouvelées de l'UE, devant les tiraillements ouverts du couple franco-allemand et devant l'indécision d'éphémères coalitions gouvernementales. Déconvenue aussi, sinon accablément, devant un *Brexit* qui s'éternise.

Ce sentiment tourne plus profondément au désarroi quand l'accueil des demandeurs d'asile reste aussi désorganisé, quand le respect de l'Etat de droit se montre défaillant, quand les inégalités se creusent au sein de nos sociétés et que notre modèle de croissance bute sur les limites de ses ressources, mais aussi au-delà de l'Europe quand, à travers le monde, l'autoritarisme gagne du terrain et quand le réchauffement climatique s'accélère tout comme la perte de la biodiversité.

L'Europe ressort toutefois comme un antidote à la « collapsologie » ambiante et à la résignation. La hausse, aussi nette et large qu'inattendue, de la participation aux dernières élections européennes a témoigné d'une attente réaffirmée envers le projet européen. Selon l'Eurobaromètre post-électoral de septembre dernier, cette augmentation a été surtout entraînée par les jeunes. La croissance économique, le changement climatique, l'affirmation de la démocratie, l'avenir de l'UE et l'immigration ressortent comme les cinq thèmes-clés ayant motivé cette spectaculaire participation électorale, qui fait porter une responsabilité nouvelle sur les épaules de l'Union européenne. **L'Europe représente le collectif qui peut susciter l'espoir et l'échelon pertinent pour l'action.** Mais celle-ci ne doit pas être conduite comme si de rien n'était (*business as usual*) et savoir placer en son cœur le citoyen européen et ses vives préoccupations.

Le début d'une législature nouvelle, l'entrée en fonction de la Commission et le démarrage d'un cycle institutionnel et budgétaire complet ont invité l'Union à reformuler ses priorités, ses politiques et son agenda. L'Institut Jacques Delors y a contribué en proposant un cadre politique aux forces parlementaires pro-européennes, par l'ébauche d'un « contrat de coalition » et la diffusion, avec notre partenaire de Berlin, d'une série de notes, *New Beginnings*, sur les priorités pour la Commission formulées à l'aune de nos champs d'expertise.

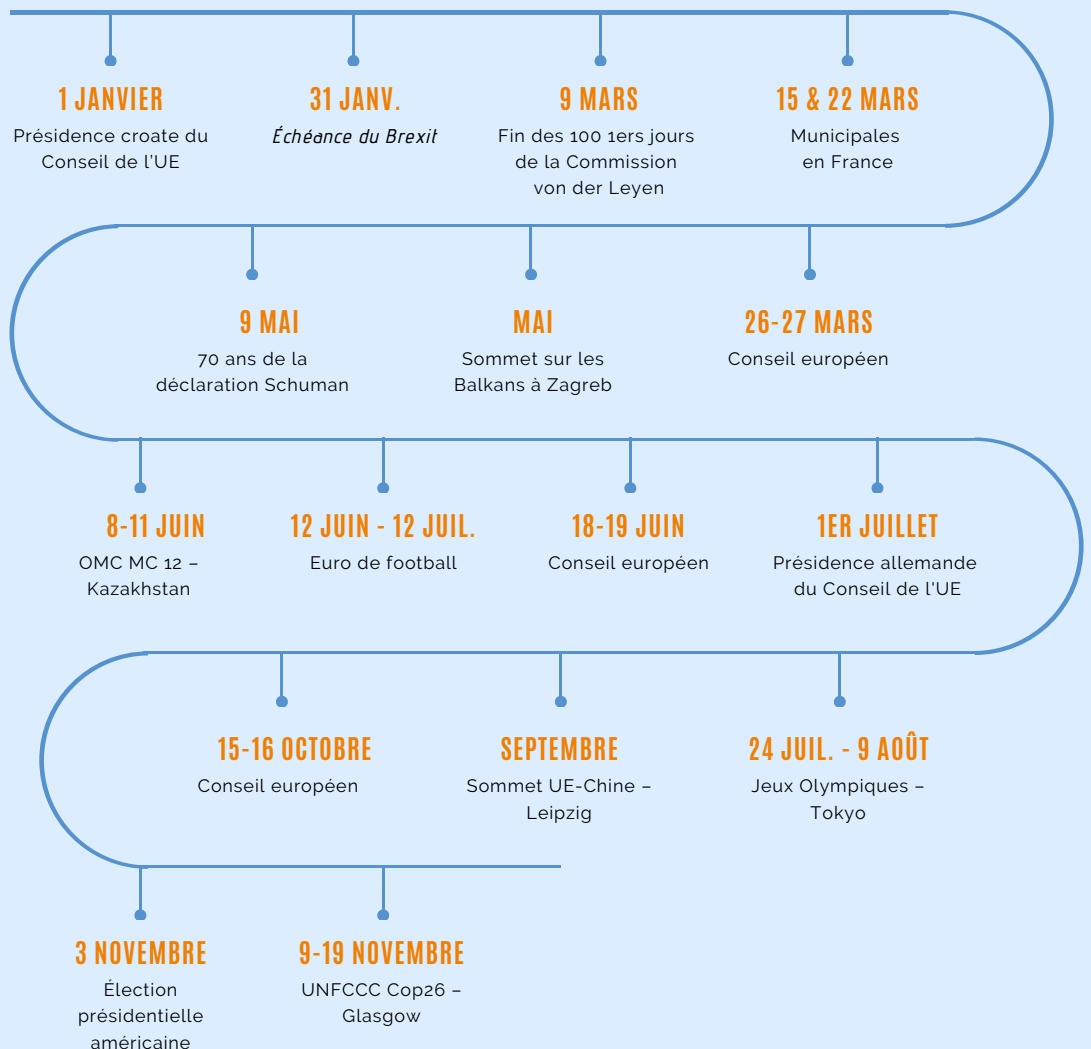
Construit au seuil du mandat de la Commission von der Leyen, notre programme de travail 2020 en articule les objectifs affichés pour la législature avec ces domaines d'expertise reconnue à l'IJD que sont l'Europe de l'énergie, l'Europe démocratique et citoyenne, l'Europe sociale et solidaire, y compris en politique migratoire, et l'Europe-puissance, notamment commerciale, en tenant compte aussi de l'ensemble du prochain cadre financier européen à conclure l'an prochain.

Par nos publications ciblées, notamment celles que produiront nos nouveaux groupes de travail, à travers nos événements, en particulier ceux destinés aux jeunes (Académie Notre Europe et Budapest Agora), nous poursuivrons notre double mission de charpenter des idées pour l'intégration européenne et d'élever la conscience des défis de notre continent, qui demeure aux yeux de Jacques Delors, « tragique et magnifique ».

Enrico Letta, Président
Sébastien Maillard, Directeur

L'ANNÉE EUROPÉENNE 2020

EN 1 COUP D'ŒIL ■



LE PROGRAMME DE TRAVAIL 2020 EN 1 COUP D'ŒIL ■



L'Europe de l'énergie

Jacques Delors Energy Centre

- 100 jours pour lancer le « Green Deal »
- Réussir la transition énergétique à l'horizon 2024

L'Europe sociale et solidaire

- Projet pour un compte européen personnel d'activité (avec la FEPS)
- Groupe de travail sur les migrations

L'Europe démocratique et citoyenne

- Observatoire politique du Parlement européen
- Rapport sur l'enseignement de l'Europe en France
- Projet H2020 sur la différenciation
- Académie Notre Europe – promotion 2019-2020 et « Conférence Jacques Delors »
- Budapest Agora – Identité et démocratie

L'Europe-puissance

- Affirmer la puissance commerciale européenne
- Pour une nouvelle stratégie industrielle
- Groupe de travail relations UE/Etats-Unis
- Pour un nouveau narratif sur l'élargissement (avec le GEG)

SUIVI DU BUDGET EUROPÉEN 2021-2027

Think tank dédié à l'intégration européenne, l'Institut Jacques Delors ne saurait en couvrir toutes les dimensions. Son programme de travail s'articule avec les domaines traités par nos collègues de Berlin (zone euro, numérique, défense...) et de Bruxelles (environnement, développement durable).

- PP : Policy Paper
- PB : Policy Brief / Décryptage
- Projet impliquant Institut Jacques Delors et Jacques Delors Centre – Berlin





Photo by Maryna Yazbeck on Unsplash

BUDGET EUROPÉEN POUR 2021-2027 ■

Les négociations sur le prochain Cadre Financier Pluriannuel (CFP) entreront dans leur phase finale en 2020. Le Conseil et le Parlement européen doivent aboutir à un accord avant la fin de l'année et tout semble indiquer qu'un compromis sera difficile, compte tenu des divisions importantes entre les Etats Membres ainsi qu'entre le Conseil et le Parlement.

Comme l'année précédente, l'IJD suivra de près ces négociations et prendra position via publications, interventions dans des séminaires et conférences et interventions media. Avec notre chercheuse, Eulalia Rubio, nous plaiderons notamment pour :

- le maintien d'un volume réaliste mais suffisant des dépenses communautaires pour les sept prochaines années (pas inférieur au 1,11% du RNB proposé par la Commission)
- une réforme substantielle du système de ressources propres, avec l'introduction de nouvelles ressources propres communautaires et l'élimination de tous les rabais
- un rééquilibrage des rubriques budgétaires, avec une diminution du poids relatif des politiques traditionnelles (agriculture et cohésion) et une augmentation significative des volumes dédiés aux nouveaux défis (climat, migration, recherche et numérique, défense)
- le renfort des mécanismes de flexibilité, afin de permettre un ajustement du CFP à des circonstances changeantes et événements imprévus tout au long des sept années. A cet égard, nous publierons une note pour le Parlement européen sur « les bénéfices et coûts d'introduire plus de flexibilité dans le prochain cadre financier », en janvier 2020 qui servira pour une formation.

L'EUROPE DE L'ÉNERGIE ■

« Tout se joue dans les commencements », selon Paul Valéry. Pour imprimer un élan politique à son mandat, Ursula von der Leyen a annoncé son intention de lancer un vaste programme d'initiatives législatives durant les premiers cent jours suivant l'entrée en fonction de sa Commission, en particulier le European Green Deal. Au-delà de ce coup d'envoi, notre programme de travail s'appuie sur l'ensemble du cycle législatif (2019-2024) primordial pour mettre la transition énergétique sur de bons rails et préserver ce bien public qu'est le climat.

■ Les premiers 100 jours et le *Green Deal*

Le *European Green Deal* préparé par la nouvelle Commission s'annonce comme l'initiative-phare de son lancement. La présidente von der Leyen a placé l'urgence climatique parmi les priorités de son mandat, s'engageant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 %, voire 55 %, d'ici à 2030, contre un objectif de 40 % auparavant. Dans la lignée de ses précédents travaux, l'Institut Jacques Delors à travers son Centre énergie compte attirer l'attention sur cette grande transition pour mener à bien ce pacte européen de décarbonisation.

- PB *Climate Pact* : l'innovation au défi des entreprises, janvier 2020
- Conférence sur le Green Deal de la transition énergétique dans ses dimensions sociale et d'innovation, Bruxelles, 6 février 2020, avec Laurent Berger, président de la CES, et Pascal Lamy.

■ Réussir la transition énergétique à l'horizon 2024

La transition énergétique est un des défis majeurs de l'Union Européenne pour faire face au changement climatique et faire du *Green Deal* une réalité tangible. La décennie qui s'achève a vu la réalisation de la Communauté Européenne de l'Énergie que Jacques Delors appelait de ses vœux dès 2010. La décennie qui s'ouvre doit transformer l'essai et faire de cette transition énergétique et solidaire un des succès de l'Union Européenne. Dans cette perspective, nos travaux étudieront les dimensions sociales, d'innovation et de financement de cette transition.

Pour être acceptable aux yeux des Européens, cette transition doit être accompagnée de mesures qui la rendent juste. L'Institut porte ainsi depuis 2017 une proposition de Pacte social pour la transition énergétique afin d'accompagner les travailleurs des secteurs en transition, de former les jeunes à des emplois d'avenir, de lutter contre la précarité énergétique et contre la pollution de l'air, et de donner du pouvoir aux consommateurs. L'Institut poursuivra ces travaux, notamment sur la précarité énergétique et sur le Fonds pour une transition juste, proposé par Ursula von der Leyen.

- PP sur la précarité énergétique dans l'UE

Pour que l'Europe devienne « climatiquement » neutre en 2050, il nous faut innover afin de développer des solutions énergétiques propres permettant de produire, de consommer et de se déplacer différemment. L'Union européenne doit pour cela mettre en place un cadre politique qui soutienne la recherche et l'innovation dans le domaine des énergies propres. Dans ce but, l'institut Jacques Delors veillera à ce que les entreprises de l'UE s'engagent dans des investissements plus importants dans la R&I dans le secteur des énergies propres, notamment dans le cadre du pacte de l'UE pour le climat.

- Tribune ou Décryptage proposant des mesures concrètes que les entreprises / régions / villes peuvent prendre pour soutenir l'innovation en matière d'énergie propre, dans le cadre du « Pacte pour le Climat » proposé par Ursula von der Leyen.
- Conférence sur les villes et le changement climatique, 10 mars 2020, en partenariat avec la Fondation Gulbenkian
- Conférence sur l'innovation dans la transition énergétique avec la Représentation permanente de la France auprès de l'UE (Bruxelles)
- Séminaire sur le *Green Deal*, en partenariat avec la Macif, 25 février 2020.
- « Le plan d'investissement pour une Europe durable ».



Photo by Zbynek Burival on Unsplash

L'EUROPE DÉMOCRATIQUE ET CITOYENNE ■

La présidente von der Leyen a annoncé le lancement en 2020 d'une Conférence sur l'avenir de l'Europe, sur deux ans, dans laquelle les citoyens auront un rôle actif, en particulier les jeunes. Le système des *Spitzenkandidaten*, les listes transnationales pour les prochaines élections européennes et le droit d'initiative pour le Parlement européen ont aussi été évoqués comme sujets sur lesquels avancer.

L'Institut Jacques Delors compte nourrir ces débats par plusieurs initiatives :

■ L'Observatoire politique du Parlement européen



Lancé à la suite du groupe de travail constitué pour les élections européennes par Christine Verger et Pascal Lamy, cet Observatoire analysera la vie politique du Parlement européen par des publications régulières et pourra aussi traiter des thèmes envisagés par la Conférence sur l'avenir de l'Europe, qui doit se constituer en 2020. Ce groupe, qui se réunira alternativement à Paris et à Bruxelles, comprend également :

- Pervenche Berès, Député européenne de la 8^{ème} législature
- Jean-Louis Bourlanges, Député des Hauts-de-Seine
- Thierry Chopin, Conseiller spécial à l'Institut Jacques Delors
- Fabienne Keller, Députée européenne
- Valentin Kreilinger, Chercheur au Jacques Delors Centre – Berlin
- Alain Lamassoure, Député européen de la 8^{ème} législature
- Javier Moreno, Député européen
- Geneviève Pons, directrice de l'Association Europe Jacques Delors
- Haut fonctionnaire du Parlement européen
- 2 autres acteurs élus de la nouvelle législature

L'Institut Jacques Delors participera à une série de séminaires d'information destinés aux nouveaux élus francophones européens. Piloté par l'Association Europe Jacques Delors à Bruxelles, ce programme, soutenu par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, s'effectue conjointement avec Confrontations Europe et la Fondation Robert Schuman pour affermir la présence des think-tanks français à Bruxelles.

■ Rapport sur l'enseignement de l'« Europe » en France

Prévenir la montée des nationalismes et les dérives contre l'Etat de droit exigent en amont une éducation secondaire plus solide à l'égard du projet européen. L'objectif de cette étude, que propose de conduire Thierry Chopin, conseiller spécial de l'IJD, est de définir les moyens de renforcer la sensibilisation aux enjeux européens dans l'enseignement secondaire français : renforcer la culture générale des élèves en ce qui concerne l'histoire et la culture des pays européens ; leurs connaissances sur l'histoire, le fonctionnement et les enjeux actuels de l'Union européenne ; faire réfléchir les élèves à ce que signifie la « citoyenneté européenne » ; favoriser leur capacité à appréhender la diversité européenne et à « décentrer » leur regard.

Auparavant, nous présenterons une étude sur les Français et l'Europe élaborée avec Kantar et le Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof) de Sciences Po (Paris). Cette publication fera l'objet d'un événement de présentation conjointe avec Sciences Po.

Prix « Mieux comprendre l'Europe »

Avec le soutien de la fondation Hippocrène, l'Institut Jacques Delors est partenaire du prix du livre « Mieux comprendre l'Europe » qui récompense chaque année un ouvrage sur la construction européenne destiné aux lycéens. Notre directeur est membre du jury.

■ Développer la démocratie participative

Dans l'élan de la hausse de la participation aux élections européennes de mai 2019, des initiatives se développent pour mettre le citoyen au cœur des processus de décision. Des expériences originales sont mises en place en France notamment. Avec la fondation Bertelsmann, Gaëtane Ricard-Nihoul, administratrice de l'IJD, explore les pistes à soutenir pour transformer l'essai.

La démocratie participative, en particulier son essor dans l'Hexagone, sera aussi au cœur de notre contribution au *Vision Europe Dialogue* 2020 des 8 et 9 juin à Berlin, dont l'IJD est partenaire.

■ Budapest Agora

Après avoir activement participé à une première édition réussie, l'Institut Jacques Delors sera de nouveau partenaire du Budapest Agora créé par notre président Enrico Letta qui réunit des jeunes de l'Est et de l'Ouest de l'Europe sur les thèmes de l'identité et de la démocratie (juin 2020).



■ Académie Notre Europe (Cf. p. 16-17)

La différenciation à l'étude



L'Institut Jacques Delors participe à un projet pluri-annuel financé par le programme Horizon2020. Intitulé EU IDEA (« *Integration and Differentiation for Effectiveness and Accountability* »), son objectif est de mieux comprendre les opportunités et risques à utiliser l'intégration différenciée pour faire avancer le projet européen, une approche chère à Jacques Delors.

Dans le cadre de ce projet, l'IJD est responsable de la coordination du work package 4, qui analysera les expériences d'intégration différenciée dans le domaine économique – Union économique et monétaire (UEM) et marché unique. En coopération avec l'IAI (Italie), l'EPC (Belgique), CIDOB (Espagne) et le Jacques Delors Centre de Berlin, l'IJD développera un cadre théorique commun pour analyser et comparer différentes formes d'intégration différenciée dans quatre domaines : l'UEM, le secteur financier, le secteur énergétique et les régimes d'accès différenciés de pays tiers dans le marché unique.

Pendant l'année 2020, l'IJD publiera deux documents dans le cadre de ce projet :

- Un *policy brief* sur l'impact du Brexit sur les dynamiques d'intégration différenciée dans les domaines de l'UEM et du marché unique (mai 2020)
- Un *policy paper* sur l'accès différencié des pays hors UE ou marché unique (septembre 2020).
- En outre, les chercheurs de l'IJD coordonneront trois *policy papers* de chercheurs externes (de l'IAI, CIDOB, EPC et JDC–Berlin) analysant l'intégration différenciée dans l'UEM, le secteur financier et le secteur énergétique, et participeront à des séminaires de recherche sur la différenciation, organisés dans le cadre du projet EU IDEA.

L'ensemble de ce travail est placé sous la responsabilité de notre chercheuse senior, Eulalia Rubio.

L'EUROPE SOCIALE ET SOLIDAIRE ■

Les transitions énergétique et numérique bouleversent nos économies et relations de travail. Ambitionnant une « transition équitable pour tous », la présidente von der Leyen propose de soutenir « les personnes et les régions les plus affectées, au moyen d'un nouveau Fonds pour une transition juste ». Au-delà de cet instrument, c'est toute l'économie sociale de marché, marque de fabrique du modèle européen, qui est appelée à être réaffirmée et renouvelée dans le marché intérieur. L'IJD y contribuera à travers :

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



- « Séminaire sur la protection sociale en Europe, en partenariat avec la Macif, mai 2020.

- Vers un **compte personnel européen d'activité**.

En partenariat et avec le soutien de la FEPS, Sofia Fernandes, chercheuse à l'IJD, étudiera les possibilités de

développer à l'échelle européenne un compte personnel d'activité. Avec les transformations des modes de collaboration, au-delà du salariat, et le besoin de faciliter la mobilité en Europe, il devient nécessaire de penser un outil personnel capable d'assurer la portabilité des droits accumulés au long de sa carrière dans tout le marché européen.



Photo by Caterina Beleffi on Unsplash

■ Pour une politique migratoire européenne plus solidaire et intégrée

La nouvelle mandature européenne est très attendue sur cette question qu'a dramatiquement échoué à relever la précédente. Notre président, Enrico Letta, a proposé que quelques États prennent l'initiative d'un « traité de Lampedusa » pour répondre aux demandes d'asile que le règlement de Dublin ne suffit plus à encadrer. Au-delà de la question de l'asile, ce sont toutes les dimensions de la politique migratoire, y compris économique, qu'il faut appréhender selon les préconisations du rapport confié à Jérôme Vignon, conseiller de l'IJD (novembre 2018).

Dans ce but et à la suite de son rapport, Jérôme Vignon conduira un groupe de travail migrations, qu'il vient de constituer et comprend :

- Henk Van Goethem, juriste au Conseil du contentieux des étrangers, Belgique
- Corinne Balleix, Chef de secteur-adjoint au Secrétariat général des affaires européennes
- Pascal Brice, ancien directeur de l'OFPRA
- Lucas Rasche, chercheur au Institut Jacques Delors Center - Berlin
- Jean-Louis de De Brouwer, ancien directeur à la Commission européenne, Egmont Institute
- Yves Pascouau, chercheur à l'Université de Nantes, président de l'association European Migration Law, chercheur associé à l'IJD
- Fabio Colasanti, ancien directeur général à la Commission européenne

La première publication attendue du groupe portera sur des recommandations pour la mise sur pied de nouvelles plateformes d'accueil des demandeurs d'asile.

La deuxième traitera de l'articulation entre les migrations légales de travail et les politiques de développement.

Rencontres d'Evian

Conjointement avec le Jacques Delors Centre de Berlin (Hertie School), l'IJD élabore les notes de cadrage préparatoires aux Rencontres d'Evian. Celles-ci réunissent chaque année, début septembre, les dirigeants de grandes entreprises de France et d'Allemagne. Notre président d'honneur, Pascal Lamy, y intervient régulièrement.

L'EUROPE-PUISSANCE ■

La présidente von der Leyen veut une Commission « géopolitique » pour une Europe qui assume un « leadership mondial responsable », expression qui rejoint l'axe traditionnel de travail de l'IJD pour une « Europe puissance de valeurs ». Dans cette perspective, nous mènerons nos travaux sur les questions du commerce international, de la relation transatlantique et de l'élargissement aux Balkans.

■ Une puissance commerciale à affirmer

Alors que la dimension géopolitique du commerce international s'accroît, le renforcement de règles bilatérales et multilatérales de *level-playing field* est plus que jamais décisif pour garantir une mondialisation soutenable.

Cet enjeu sera central dans la négociation d'un accord de libre-échange entre l'UE et le Royaume-Uni, qui devrait démarrer en 2020 et sera suivie de près par notre chercheuse senior, Elvire Fabry, notamment dans le cadre du projet de recherche sur l'Europe différenciée (cf. encadré p. 11).

Ses travaux, qui mettront en exergue l'importance de conditions de concurrence justes porteront également sur la réponse européenne à la Chine, désormais considérée comme un « rival systémique » et dont les investissements dans les « routes de la soie » suscitent autant d'opportunités que d'inquiétudes.

- PP sur le contrôle des investissements étrangers et la sécurité nationale
- PP sur une réponse européenne au projet chinois de Routes de la soie
- PP sur une politique commerciale du numérique
- Conférence internationale organisée à Paris en partenariat avec Chatham House, Georgetown Law, Clingendael, dans le cadre des Global Trade Series 2020 de AIG visant à renforcer le dialogue sur la promotion de nouvelles normes du commerce mondial, mai 2020

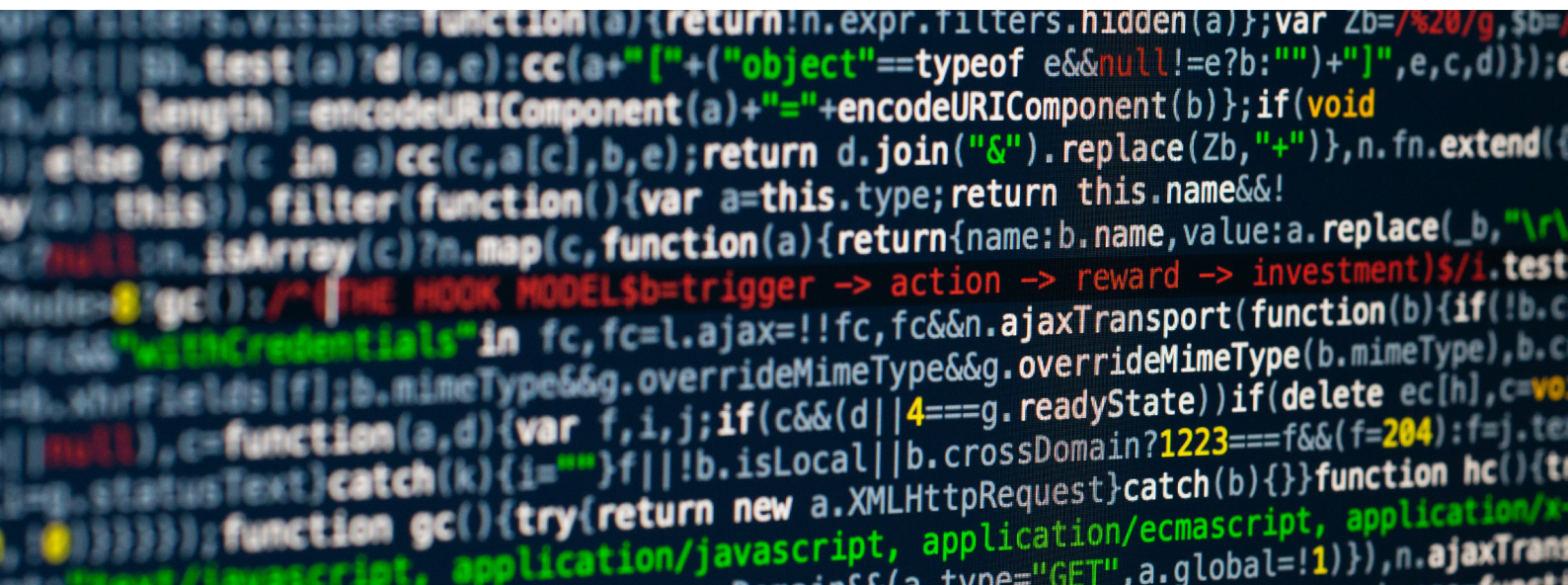


Photo by Markus Spiske on Unsplash

■ Pour une nouvelle stratégie industrielle

Alors que de nouveaux acteurs convoitent son marché, l'UE doit articuler sa politique de la concurrence avec ses propres ambitions industrielles. L'enjeu porte en particulier sur notre capacité d'Européens à assurer un leadership sur le marché du numérique et de l'intelligence artificielle. Nous prendrons part à ce débat grandissant par des interventions et une publication/tribune dédiée.

■ Une nouvelle attitude européenne face aux États-Unis

Alors que 2020 sera marquée par l'élection présidentielle américaine, notre vice-présidente, Nicole Gnesotto, dirigera un groupe de travail sur la relation États-Unis/Union européenne pour formuler des recommandations sur la politique que les Européens doivent adopter ensemble face à Washington.

Sous la direction de Nicole Gnesotto, le groupe comprend :

- Arancha Gonzales, membre du CA, Directrice de l'International Trade Centre
- Daniela Schwarzer, membre du CA, Directrice de la DGAP (Berlin)
- Daniel Cohen, Directeur du département d'économie de l'École Normale Supérieure
- Dominique Moïsi, Conseiller spécial à l'Institut Montaigne
- Anne-Lorraine Bujon, Rédactrice-en-chef de la revue *Esprit*
- Pascal Lamy, Président émérite de l'Institut Jacques Delors
- Louis Gauthier, ancien directeur du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale

Une conférence à l'automne 2020 en partenariat avec la fondation Gulbenkian, portera sur l'état de la démocratie représentative en Europe et aux États-Unis

■ L'arrimage des Balkans



L'élargissement est consubstantiel au projet d'Europe unie et un thème avec lequel l'IJD compte renouer alors que les processus d'adhésion des pays des Balkans patinent et que la France réclame une révision de leur mécanisme d'ici au sommet UE/Balkans de Zagreb de mai 2020. Pour le nouveau Haut Représentant de l'UE aux affaires étrangères, Josep Borell, la crédibilité de l'Europe dans le monde se joue en partie dans cette région. Notre directeur, Sébastien Maillard, mènera, des travaux visant à transformer le narratif sur l'élargissement, en partenariat avec le GEG (Groupe d'études géopolitiques de l'ENS-Ulm).

■ Les Ateliers de la Citadelle

L'Institut Jacques Delors est partenaire des Ateliers de la Citadelle à Lille. Cette conférence annuelle, organisée par la Mission Lille Eurométropole Défense Sécurité, avec notre vice-présidente, Nicole Gnesotto, traite de l'actualité de l'Europe de la défense. Prochaine édition en octobre 2020.

Initiée en 2017 par notre président, Enrico Letta, l'Académie Notre Europe de l'Institut Jacques Delors propose un parcours de formation à la citoyenneté européenne aux jeunes



L'ACADÉMIE

NOTRE EUROPE

INSTITUT JACQUES DELORS

de 18 à 30 ans. L'Académie s'appuie sur l'expertise des sujets européens de l'IJD assortie du développement d'un réseau de chercheurs, praticiens, collaborateurs et décideurs de haut niveau de la construction européenne tissé depuis plus de vingt ans.

Pour sa troisième promotion, l'Académie accueille près d'une cinquantaine de jeunes d'horizons variés et de onze nationalités différentes, qui se réuniront un vendredi par mois de novembre à juin pour des débats, café-culture, jeux de simulations et ateliers pédagogiques qui leur permettront d'approfondir leurs connaissances sur l'UE, de développer leurs compétences et de se construire en tant que citoyen européen. Ce parcours comprend également des voyages afin de découvrir les institutions et acteurs de l'UE sur le territoire européen. Pour l'année 2019/2020, des voyages à Strasbourg, Bruxelles et Berlin sont prévus.

En 2020, l'Académie, dirigée par Sofia Fernandes, aura deux axes de développement majeurs.

Premièrement, à l'égard des journalistes, nous visons en 2020 de proposer, avec notre directeur Sébastien Maillard, un parcours spécifique pour les journalistes, qui inclura deux voyages d'études à Rome et à Bruxelles et des séminaires thématiques professionnels à Paris.

Deuxièmement, afin de contribuer au rayonnement de l'Académie et de l'IJD et de toucher un public de jeunes plus large, nous souhaitons clôturer le parcours 2019/2020 fin juin pour les jeunes par un grand événement public. Celui-ci sera l'occasion de réunir notamment les **alumni** de l'Académie et les jeunes qui y ont postulé mais n'ont pas été retenus (en 2019/2020, nous avons reçu environ 100 candidatures). Avec le dîner annuel, cet événement deviendra l'autre grand événement public de l'IJD, que nous proposons d'intituler « Conférence Jacques Delors » (Cf. encadré ci-contre).

Afin de pouvoir réaliser ces activités, l'accent sera également mis en 2020 sur le renforcement des financements de l'Académie, tant publics que privés.

Conférence Jacques Delors

Afin de contribuer au rayonnement de l'Académie et de toucher un public plus large, nous proposons de prévoir un moment au sein de l'Académie ouvert au grand public. Cette initiative aurait un triple objectif, allant au-delà de l'Académie et donc lié aux différentes activités de l'IJD.

- Un évènement qui s'adresse en priorité à un public jeune. Il permettrait tout d'abord de rassembler une fois par an tous les participants et alumni de l'Académie afin de préserver un lien entre les promotions. Au-delà des jeunes fréquentant ou ayant fréquenté l'Académie, l'évènement serait ouvert au grand public et ciblerait un maximum de jeunes, dont les jeunes ayant postulé à l'Académie mais n'ayant pas été retenus.
- un évènement mettant en avant les travaux de l'Institut Jacques Delors. Le thème de chaque conférence annuelle serait ainsi choisi en lien étroit avec les priorités du programme de travail de l'IJD, pour renforcer la visibilité de nos travaux, auprès des décideurs comme du grand public.
- un évènement qui permette de relancer la coopération avec le réseau des archives de Jacques Delors, dans des modalités à définir.

Outre notre rendez-vous annuel de relations publiques, le dîner de l'IJD, cette conférence a pour vocation de devenir le grand évènement public annuel de l'Institut. Afin d'affirmer son importance dans la vie de l'Académie et plus largement de l'Institut, nous proposons de la nommer « Conférence Jacques Delors ».

Cet évènement, qui devrait accueillir plus d'une centaine de jeunes, s'articulera autour d'un moment phare : la tenue d'une conférence avec des grands acteurs du projet européen. Pour la première édition, l'invitée principale envisagée est Ursula von der Leyen. L'objectif serait d'avoir des débats plus que des exposés. Une possibilité serait de faire débattre une personnalité politique avec une personnalité du monde artistique.

Selon les financements, cet évènement annuel pourrait inclure deux autres activités :

- un « forum » avec des stands d'acteurs sur les questions européennes (acteurs institutionnels, du monde associatif, des médias etc.).
- une activité culturelle en fin de journée (un concert, une pièce de théâtre – ex : la pièce de Roland Auzet « Nous, l'Europe, banquet des peuples »).

Date envisagée : juin 2020

